

A Mitterrand, qui prenait ses distances d'avec le programme commun, on ne criait pas « collaborateur de classe », en mai ! Marchais, au contraire, souriait : « dans le cas où il y aurait un candidat commun, son programme ne représenterait pas la totalité du programme commun de la gauche, car ce serait accorder au président des droits exorbitants... le candidat commun devra s'appuyer sur les lignes générales définies dans le programme commun » (Huma, 4.04.74). Il n'était pas alors aussi pur et dur !

Le programme de Mitterrand, en trois étapes, qui était la gestion raisonnable et l'austérité pour les travailleurs, Salini l'approuvait ainsi dans l'Huma : « Six mois, 18 mois, 5 ans, le calendrier suggéré par François Mitterrand dès lors que la ligne est fermement tenue, permet d'aller de l'immédiat au structurel, de l'urgent au fondamental » (13.04.74).

Ce programme prévoyait, entre autres, que la réduction du travail promise ne se ferait pas avant dix huit mois, il ne proposait que le SMIC à 1200 F, et la baisse de la TVA sur certains produits très limités, d'où le peu d'enthousiasme des masses qui votèrent surtout contre Giscard et non pour Mitterrand. A cette époque, à la direction du P « C » F, on ne tarissait pas pourtant d'éloges sur « la politique définie par les trois partis de gauche dont Mitterrand s'est fait clairement le porteur » (Huma, 8.05.).

Marchais, lui même maintenant à la recherche d'une « fidélité » au programme commun, demandait à Mitterrand d'être le candidat commun, en précisant seulement qu'on lui demandait « La mise en œuvre d'une orientation politique fondamentalement nouvelle dont les lignes générales sont exprimées dans le programme commun » (4 avril).

La direction pourrie du P « C » F répétait partout qu'elle était bien apte à diriger les affaires de la bour-



Un vieil habitué des cabinets ministériels

geoisie, ce qu'elle fait semblant de reprocher aujourd'hui à son allié : elle glorifiait le mythe de la période 44-47 où les révisionnistes aidèrent au redressement de la bourgeoisie de façon décisive, et l'Huma parlait de « La compétence et le dévouement (des ministres P « C » F) au bien public » et de leur « rôle éminent » dans « la construction du potentiel économique français » (8 mai). Ils parlaient aussi des nationalisations de 37 à 46, qui ont connu « une prodigieuse réussite » selon eux et affirmaient que « leur succès parle pour l'efficacité de la gauche unie qui en a pris l'initiative » (Huma 14 mai). Marchais rassurait l'électorat bourgeois qu'il courtisait sans vergogne au point de parler en ami à Sanguinetti devant les caméras de télévision ; il disait : « naturellement il ne s'agit pas de confondre démocratie et anarchie. L'entreprise... a besoin d'être dirigée de manière scientifique et efficace » (24 avril).

Nul mieux que les révisionnistes ne situait la victoire de la gauche dans la perspective de la collaboration pure et simple des classes ; ainsi Marchais ou Andrieu qui écrivait : « Si François Mitterrand n'est pas élu dimanche... il y aurait là un risque de tensions sociales que personne ne peut raisonnablement souhaiter pour notre pays » (Huma 17 mai), mot d'ordre repris par Séguéy : « l'élection de F. Mitterrand débloquerait une situation qui rend après les luttes syndicales et nous ouvrirait un avenir de progrès social et de liberté » (16 mai)...

S'il est vrai que Mitterrand veut gérer l'austérité sur le dos des travailleurs, et contre le développement en France de la révolution, il est tout aussi vrai que le P « C » F s'est montré fondamentalement d'accord avec lui sur ce point.

derrière la façade des divergences, un accord sur le fond

On peut même, sans mal, trouver dans la pratique et la propagande du P « C » F, exactement les mêmes méfaits qu'il reproche aujourd'hui à Mitterrand.

On peut prendre en exemple la question de l'alliance électorale dans les municipalités avec les forces réactionnaires : il y a selon le P « C » F 183 endroits où le PS pratique de telles alliances, sans doute y en a-t-il bien davantage, mais le P « C » F, si pur et si dur, que fait-il ? Il s'allie par exemple avec le sénateur lecanuettiste F. Palmero, dans la fédération des élus républicains locaux ; il vote

pour Perrin, maire « réformateur » dans l'Isère, tout en reprochant au PS d'avoir voté pour Poher au Sénat. Est-ce nouveau ? La direction du P « C » F n'a-t-elle pas appelé à voter Mitterrand en 1965, sans aucun programme commun, mais avec « une plate-forme acceptable par tous les démocrates » ? Les révisionnistes après la guerre n'ont-ils pas, par exemple, reculé devant le MRP, ancêtre du parti de Lecanuet en « oubliant » la revendication de nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie, de la marine marchande, etc. ? Les ministres révisionnistes n'ont-ils pas voté les crédits militaires pour l'Indochine demandés par Ramadier (un démocrate sans doute ?) On pourrait allonger facilement cette liste de « votes » et d'alliances qui font des dirigeants révisionnistes de simples politiciens bourgeois comme leurs frères « socialistes ». Marchais a belle mine de critiquer Mitterrand sur son « penchant » pour la droite, alors que lui même, espérant la victoire en mai dernier, envisageait, le 19 avril de faire entrer dans le gouvernement de gauche des gaullistes ou centristes repentis en ces termes : « Nous ne rejetons pas (cette éventualité), dès l'instant où il y aurait accord sur la politique commune » (Huma).

S'il critique Mitterrand pour vouloir « gouverner sous Giscard », il a lui même déclaré en 1973, à la sortie des législatives, qu'il le ferait : « dès lors qu'une majorité de gauche serait élue, le président de la république devra désigner un premier ministre dans la majorité et accepter la formation d'un gouvernement de la gauche unie, appliquant la politique voulue par le pays ». La lettre de Fizbin, député P«C»F de Paris, qu'émandant une entrevue à l'Élysée, puis les déclarations de Séguéy (corrigées le lendemain) ont également montré avec clarté l'identité de la pratique du P « C » et du PS en matière de « visites » de collaboration de classes.